« Une action aux marges de la légalité, payée, gérée et politiquement assumée par l'Agglomération Pays basque. L'État fait comme si de rien n'était. » : Pas moins de 32.000 migrants clandestins sont passés par le centre Pausa installé à Bayonne (64)

15/01/2024 à 8h42



Pas moins de 32 000 exilés sont passés par le centre de transit installé à Bayonne. Une action aux marges de la légalité, payée, gérée et politiquement assumée par l'Agglomération Pays basque. L'État regarde ailleurs, tandis que le Conseil constitutionnel s'apprête à examiner l'une des lois sur l'immigration les plus dures des dernières décennies

Un petit groupe tape un foot dans la cour. Beaucoup dorment sur les lits picots bien alignés. Bien sûr, le portable : « La première chose qu'ils demandent en arrivant, c'est le code Wifi », sourit Philippe, le directeur du centre Pausa, à

Bayonne. Ce jour-là, l'accueil des migrants en transit abrite 89 personnes. « Le mois dernier, ça tournait à 50. Peut-être qu'on aura 30 arrivées d'ici ce soir. On ne peut jamais savoir. » Depuis son ouverture, à la toute fin de 2018, le lieu a vu passer plus de 32 000 exilés. Dans un confort rudimentaire, mais digne.

La Communauté d'Agglomération Pays basque (CAPB) finance et gère la structure où défilent les « sans-papiers », illégaux sur le territoire français. Pausa, un dispositif « alégal », pirouette Jean-René Etchegaray, le maire de Bayonne et président communautaire. L'État fait comme si de rien n'était. Sorte de « bask paradox » dans une France où l'Assemblée nationale vient d'adopter une loi Immigration célébrée au champagne par l'extrême droite.

[…]

Sud-Ouest